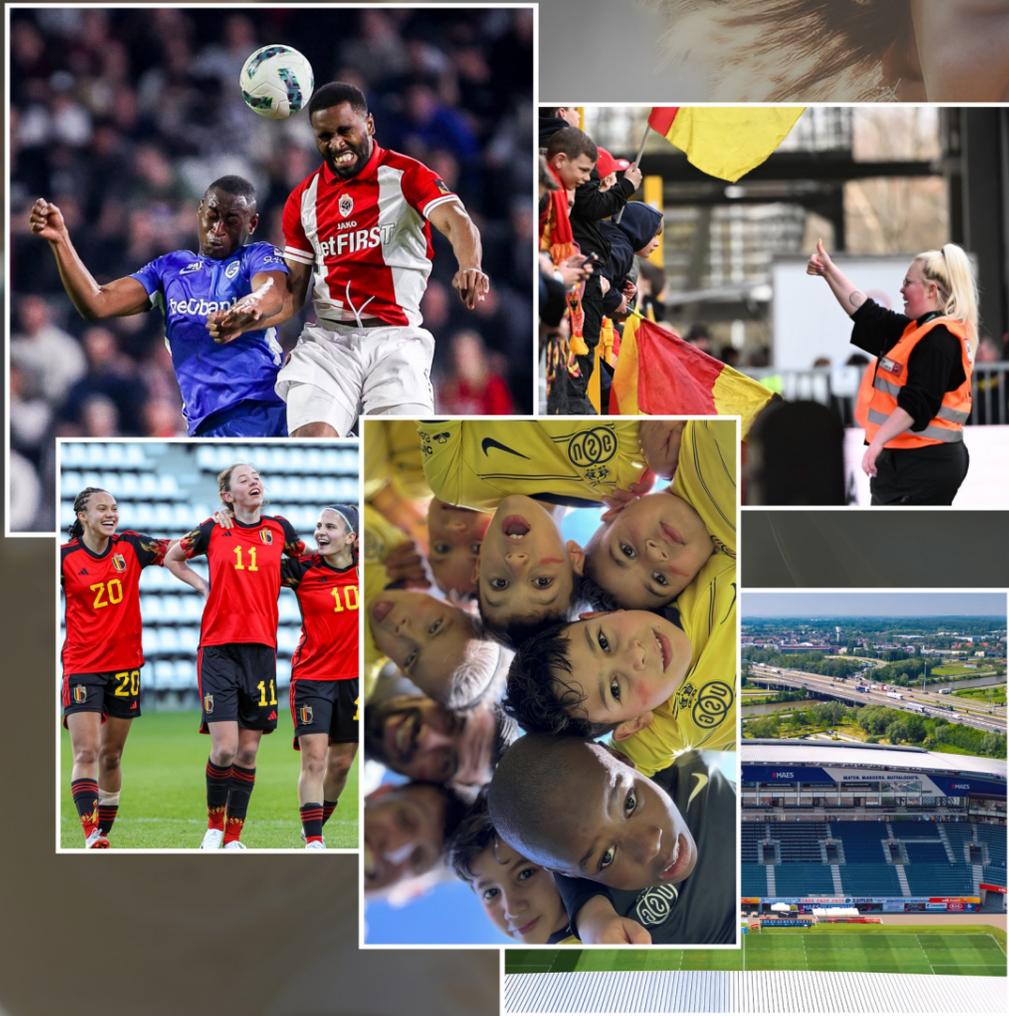


Nouveau Contrat Social

entre le football, la société et la
politique



Executive Summary

Pro League



VOETBAL
VLAANDEREN



ROYAL BELGIAN
FOOTBALL
ASSOCIATION

Table des matières

01 Préface	02
02 Résumé	06
Prévenir et sanctionner le piratage numérique	10
Accroître le soutien offert aux bénévoles	14
Encourager les investissements dans les infrastructures	18
Optimiser la procédure et les délais d'obtention des permis	24
Renforcer la culture de la sécurité	28
Renforcer la compétitivité internationale du football belge	32
03 Call to action	36
04 Bibliographie	37

Préface

01



Au printemps 2024, notre football est en pleine forme sur le plan sportif. Notre meilleure compétition, la Jupiler Pro League, s'apprête à vivre une fin de saison passionnante avec une course excitante pour le titre et les places européennes dans les Champions' Play-offs, mais l'apothéose de la saison 2022-2023 a montré que la bataille ne se décide que dans les dernières secondes. La tension règne également dans les Europe et les Relegation Play-offs. Dans la deuxième division, la Challenger Pro League, les équipes U23 s'opposent aux équipes qui luttent pour la promotion en première division. L'intégration des équipes U23 comble un vide dans la post-formation de notre formation des jeunes et a un effet clairement positif sur le développement de nos talents.

La Lotto Super League vit sa première saison sous les ailes de la Pro League. Le plan stratégique commun, qui vient d'être présenté, pour le football féminin de l'URBSFA, l'ACFF, Voetbal Vlaanderen et la Pro League exprime la solide ambition de renforcer le football féminin dans notre pays

dans tous les domaines, que ce soit le sportif, le commercial ou la gouvernance. Une politique collective qui ne peut qu'être bénéfique pour le développement du sport et les opportunités des jeunes filles et des joueuses de haut niveau.

Sur la scène européenne, trois de nos clubs ont passé l'hiver en Conference League. Grâce à une deuxième saison consécutive de bonnes prestations européennes, la Belgique est solidement installée à la huitième place du classement des coefficients UEFA et nous pouvons regarder plus haut en direction des Pays-Bas et du Portugal. Notre champion 23-24 est déjà directement qualifié pour la phase de poule de la Champions League.

Nos Diables Rouges se préparent pour leur sixième grand tournoi consécutif, l'Euro 2024 en Allemagne. Malgré le départ de quelques porte-drapeaux de la "génération dorée", qui nous a procuré tant de plaisir, nous disposons aujourd'hui d'une équipe nationale masculine forte. Une équipe qui allie les nouveaux talents issus de nos

centres de formation de renommée internationale à la classe de nos valeurs sûres. Nos Red Flames ont réalisé une belle campagne en Nations League, mais ont manqué le Final Four et donc un ticket pour les Jeux Olympiques de Paris. Mais elles ont montré, avec des victoires contre l'Angleterre et les Pays-Bas, qu'elles appartenaient au subtop européen.

Notre ambition commune de placer notre pays sur la carte internationale par le biais d'événements footballistiques reste intacte. Après avoir organisé avec succès l'Euro U19 féminin l'été dernier, notre prochain objectif est d'organiser la Coupe du monde féminine 2027 avec les Pays-Bas et l'Allemagne. Cela donnerait un boost supplémentaire à notre football. La décision concernant les organisateurs du tournoi qui aura lieu dans trois ans sera bientôt prise. Nous attendons cette décision avec impatience et restons déterminés à réaliser notre ambition.

Jouer au football est bon pour la santé. Pour le développement physique et mental de nos jeunes et de nos moins jeunes. Notre football amateur a une fois de plus connu une augmentation du nombre de footballeurs actifs, la croissance la plus forte étant celle du football féminin. Plus de 500.000 matchs ont lieu chaque saison sur tous les terrains belges. Le développement des compétences sportives de nos clubs est une priorité, tout comme le changement culturel au sein de notre football : plus de respect, plus de fair-play et moins de violence. Le rôle que jouent nos clubs, nos entraîneurs, nos arbitres et les parents dans le développement des enfants et des adolescents ne peut être sous-estimé quand on sait qu'un joueur de football consacre environ 12 heures par semaine à son sport.

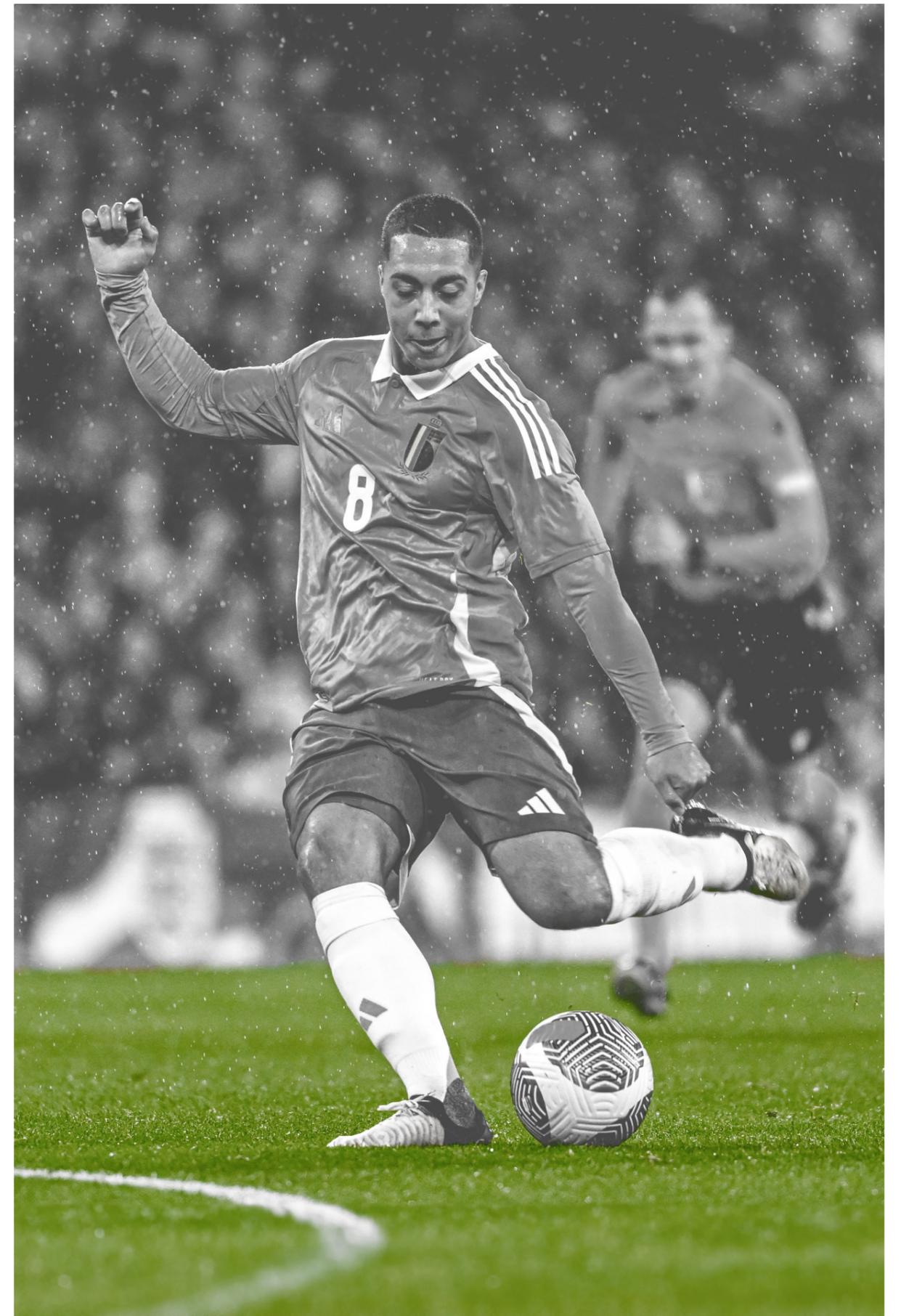
Anno 2024, notre football va donc bien. Et c'est précisément pour cela que nous

devons continuer nos efforts. Pour que notre football continue à se développer, en largeur et au sommet. En effet, il y a aussi des défis majeurs qui menacent ou entravent la croissance de notre sport : la sécurité, le manque d'infrastructures et d'espace, les dossiers des nouveaux stades qui traînent, la recherche de plus en plus difficile de bénévoles, l'augmentation du piratage en ligne et la pression sur notre compétitivité internationale.

La famille du football veut encore renforcer son impact social positif. Pour ce faire, le football ne demande pas d'argent aux autorités. Mais une concertation et un soutien. Car un football fort, de la base au sommet de la pyramide, est une bonne chose pour la société. Ensemble, nous voulons attirer près de 600.000 Belges âgés de cinq à septante-cinq ans vers le football, dont dix pour cent de joueurs. Cent mille participants uniques aux projets sociaux du football professionnel, dont cinq mille joueurs de handifoot. Près de cinq millions de compatriotes qui vibrent grâce à notre football. Cent mille bénévoles qui contribuent à former le tissu social de notre société.

Avec ce document, cette déclaration d'engagement, le football belge dans son ensemble tend la main à la politique. Nous voulons parvenir à un impact plus positif sur la société. Mais cela ne peut se faire qu'ensemble. Il s'agit d'une invitation à un dialogue continu et constructif, avec des recommandations concrètes pour plus de sport, un football en pleine croissance et une société plus forte.

Lorin Parys, CEO Pro League
Piet Vandendriessche CEO URBSFA
Philippe Rosier, CEO Voetbal Vlaanderen
Daniel Boccar, Secrétaire Général ACFF



Résumé

02

Introduction

Le football est présent dans toutes les facettes de la société. C'est un sujet qui anime souvent les discussions le lundi dans le train, on en parle le vendredi à la fontaine à eau et il domine souvent les réunions de famille. Garçons et filles, petits et grands recréent les matchs sur les terrains de jeu et en discutent en allant à l'entraînement.

Notre sport inspire et mobilise, son impact est énorme. Ces dernières années, Deloitte a étudié le football professionnel et amateur pour mesurer l'impact spécifique de notre sport. Et leurs chiffres viennent étayer ce que nous pensions. L'impact du football est considérable, sur l'économie et notre société.

Les revenus issus du football professionnel belge contribuent directement, indirectement et sous une forme dérivée à la société. Pour la seule saison 2021-2022, la contribution du football professionnel belge à l'économie s'élève à 1,2 milliard d'euros. De plus, il a créé 5136 emplois et a généré 117 millions d'euros d'impôts.

La Pro League et ses clubs renforcent l'impact sociétal du football par le biais de projets structurants, dont 311 initiatives sociales locales en 2022 impliquant un total de 96 479 participants. Ces initiatives comprennent la création de 35 équipes de handifoot avec 779 joueurs de handifoot et le soutien de 99 clubs amateurs regroupant 18 000 participants au total. Dans une perspective plus large, les clubs comptent 4,9 millions de supporters qui suivent et soutiennent activement leurs équipes.

Entre-temps, le sport amateur continue de bien se porter, avec un total de 560 000 personnes actives dans des clubs de football. En Flandre, le football amateur



génère un impact socio-économique total de 1,4 milliard d'euros. Ce chiffre englobe un impact positif de 78 millions d'euros sur la santé physique, 456 millions d'euros sur le bien-être mental, 105 millions d'euros sur le bien-être social, l'intégration et l'inclusion et un impact économique significatif de 760 millions d'euros de manière directe, indirecte et induite.

En ce qui concerne la Fédération Wallonie-Bruxelles, on obtient un impact socio-économique total de 916,7 millions d'euros. Cela comprend un impact positif de 59 millions d'euros sur la santé physique, 343 millions d'euros sur le bien-être mental, 79 millions d'euros sur le bien-être social, l'intégration et l'inclusion et un impact économique significatif de 436 millions d'euros de manière directe, indirecte et induite.

Toutefois, ce montant remarquable n'inclut pas la contribution de milliers de bénévoles qui offrent aux enfants, aux jeunes, aux adultes, aux seniors et aux joueurs de handifoot, quelle que soit leur origine, la possibilité de jouer au football, que ce soit sur le terrain, dans une salle, dans un club de handifoot, ou dans le cadre du walking

Mais le football peut et devrait faire encore plus. Au début de la saison 2023-24, la Pro League (PL) a par exemple présenté une stratégie de football et de responsabilité sociale (FSR) sur 3 saisons, s'appuyant sur des cadres existants tels que les rapports d'ESG, les objectifs de développement durable de l'ONU et la stratégie et les critères définis par l'UEFA. Ainsi, la stratégie FSR de la PL est centrée sur trois domaines clés : l'inclusion, le bien-être et la durabilité environnementale. La PL a articulé ses efforts autour de 5 piliers thématiques : la lutte contre le racisme et la discrimination, l'inclusion des groupes défavorisés dans la société, l'inclusion de personnes porteuses de handicap, un pilier sur la santé et le bien-être et enfin un pilier sur la durabilité environnementale. En outre, la PL a mis en place deux piliers transversaux, l'un pour impliquer les supporters dans la responsabilité sociale des clubs et l'autre pour travailler sur l'aspect de gouvernance de la FSR afin d'accompagner les clubs dans leur démarche de professionnalisation de la FSR et afin de l'intégrer dans les opérations quotidiennes du club. Grâce à cette stratégie, la Pro League souhaite élargir la portée, la profondeur et la qualité de ses projets sociétaux, renforcer la collaboration avec les clubs amateurs et développer davantage le football féminin. Ces aspirations comprennent:

- L'implication de 250 000 participants dans 500 projets sociaux, soit une augmentation de 150 000 participants par rapport à 2022,
- Une collaboration avec cinq fois plus de clubs amateurs, et
- La promotion du football pour atteindre le chiffre de 85 000 filles footballeuses en Belgique.



En outre, les clubs professionnels belges s'engageront financièrement à renforcer structurellement leur valeur ajoutée sociale ; ils investiront au moins 30% de ses revenus dans le développement de la jeunesse, le football féminin ou le handisport et les initiatives de la communauté ; sur la base des chiffres de la saison 2021-2022, cela s'élèvera à 11,5 millions d'euros par an ou plus de 50 millions d'euros sur les 5 prochaines années.

Notre football souhaite donc encore renforcer son engagement dans les années à venir. Et par le biais d'un football fort et socialement

engagé, participer au développement de la société. Afin d'obtenir des résultats durables, nous tendons la main à la politique pour mettre en place ensemble un écosystème solide et une position internationale forte. Nous avons identifié 6 piliers stratégiques sur lesquels les autorités et les organisations de football doivent travailler ensemble pour garantir un paysage footballistique durable et compétitif qui continue à contribuer à notre société et à notre économie à l'avenir. Dans ce cadre, nous ne demandons pas de moyens financiers supplémentaires, mais une concertation et un soutien structurés pour relever les défis ci-dessous.

1.

Prévenir et sanctionner le piratage numérique

2.

Accroître le soutien offert aux bénévoles

3.

Encourager les investissements dans les infrastructures

4.

Optimiser et raccourcir la procédure de permis pour chaque Belge et organisation ayant des projets de construction

5.

Renforcer la culture de la sécurité

6.

Avoir une politique stable et soucieuse de la compétitivité internationale



1. Prévenir et sanctionner le piratage numérique

Constats

Les sports et les événements en direct jouent un rôle central dans la promotion d'une scène culturelle européenne et nationale diversifiée, en rassemblant les citoyens et en créant un sentiment de communauté. L'organisation de tels événements ainsi que leur retransmission en direct nécessitent des investissements importants, tout en contribuant à la croissance économique et à la création d'emplois. Le streaming non autorisé (c'est-à-dire le piratage numérique) peut entraîner une perte de revenus significative pour l'ensemble du secteur et son écosystème – via des impacts directs sur les artistes, les organisateurs d'événements en direct et sportifs, les diffuseurs, les indépendants et donc aussi sur les clubs, les fédérations, les annonceurs et les médias. À terme, cette pratique risque de compromettre la viabilité financière de l'ensemble de l'écosystème.

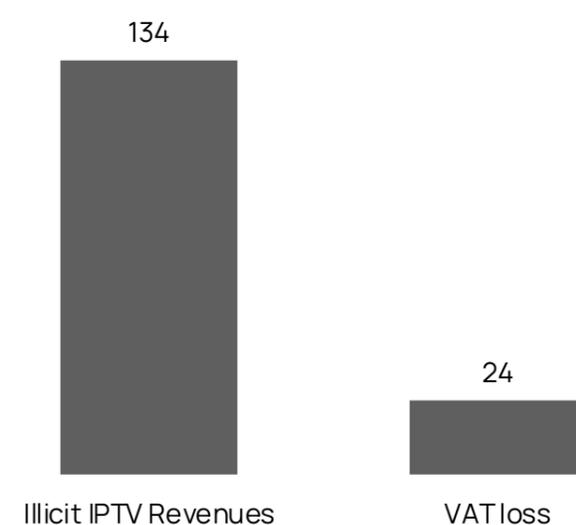


En 2021, le nombre d'utilisateurs se livrant à du streaming non autorisé en Belgique s'élevait à 457 000, soit une augmentation de près de 25% par rapport aux chiffres enregistrés en 2018, principalement tirée par le segment

des jeunes (c'est-à-dire la tranche d'âge des 16 à 24 ans). Ainsi, le taux de pénétration du streaming illégal au sein de la population belge s'élève à 5,4%, dépassant la moyenne européenne de 4,5%. Par ailleurs, on estime que le taux de pénétration de la consommation non autorisée de streaming en 2023 s'élève à 6,75%, ce qui représente une accélération de cette consommation sur le territoire belge. De plus, une enquête auprès des supporters menée par la Pro League en 2024 a révélé que 33% des 16-24 ans qui utilisent des services de streaming pour regarder le football ont accès à des contenus piratés.

L'équivalent de ces chiffres dans le secteur du sport payant en Belgique représente une perte de revenus estimée à 134 millions d'euros par an et une perte annuelle de TVA de 24 millions d'euros.⁴ Étant donné que ces estimations se limitent aux seuls revenus directs du sport, la perte globale de revenus pour l'ensemble du secteur, son écosystème associé et le gouvernement devrait en conséquence être considérablement plus élevée.

Illicit IPTV revenue vs. Potential VAT loss in Belgium
[in MLN EUR, 2023]



Pourtant, il n'existe aucune procédure d'injonction spécifique prévue dans le droit de l'UE ou dans le droit national des pays européens en cas de diffusion ou de streaming illégal d'événements sportifs en direct⁵. Si l'on compare la Belgique aux autres pays européens, il devient évident que l'Italie, la France et l'Espagne apparaissent comme des pionniers en matière de réglementation des contenus sportifs audiovisuels, car ces pays possèdent des codes de conduite explicites et des procédures spécifiques pour résoudre les litiges dans ce domaine. En revanche, la Belgique, le Portugal et l'Autriche possèdent les réglementations nationales les moins étendues en matière de retransmission d'événements sportifs en direct. Plus précisément, l'établissement de réglementations nationales adaptées aux injonctions de blocage dynamique et/ou en direct, avec des dispositions traitant des événements (sportifs) en direct et accordant un statut juridique aux organisateurs d'événements (sportifs), contribuera de manière significative aux efforts de la Belgique dans la lutte contre le piratage numérique.



En intensifiant la lutte contre le piratage numérique et en renforçant le cadre réglementaire existant pour identifier et sanctionner les activités de piratage numérique avec une réglementation nationale supplémentaire applicable au contenu sportif audiovisuel, il est possible de renforcer encore la compétitivité des industries sportives et créatives belges. L'importance de protéger la diffusion légale de contenus en direct et la nécessité de disposer de moyens efficaces pour lutter contre la diffusion illégale d'images a été soulignée par diverses instances et organisations, parmi lesquelles la Commission européenne (dans sa recommandation du 4 mai 2023), les Ligues européennes (l'organisation représentant les ligues européennes de football), et des acteurs nationaux comme Agoria et la société de médias Eleven Sports, qui fait partie du groupe DAZN.

Recommandations

Les autorités publiques peuvent par conséquent jouer un rôle crucial en tenant compte des recommandations suivantes :

- Lancer et mettre en œuvre l'application de la « Loi du 19 juin 2022 transposant la Directive (UE) 2019/790 » pour doter les titulaires de droits d'auteur d'outils efficaces pour lutter contre la distribution illégale de leurs contenus en ligne et créer un organe anti-piratage dédié par le gouvernement (sous l'égide du SPF Finances). Cet organe dédié luttera contre la distribution illégale de contenu en ligne non seulement dans l'industrie du sport, mais soutiendra également l'écosystème dans son ensemble.
- Faciliter la collaboration et les consultations entre l'organe dédié à la lutte contre le piratage et les parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur (par ex. les FAI, les fournisseurs DNS, les services payants, les annonceurs, etc.) pour comprendre l'impact à chaque étape et garantir la mise en place de politiques et de protocoles appropriés.
- Fournir des injonctions de blocage dynamiques et/ou en direct pour permettre aux parties prenantes concernées/à l'organe dédié à la lutte contre le piratage d'empêcher les diffusions en direct de piratage actif en temps opportun (cf. France, Pays-Bas, Espagne et Royaume-Uni⁶).



2. Accroître le soutien offert aux bénévoles

Constats

Pour la saison 2022-2023, le football amateur belge comptait 520.721 joueurs actifs et un total de plus de 560.000 membres, contribuant ainsi à un impact socio-économique substantiel de 2,3 milliards d'euros. Cet impact est principalement dû au dévouement de dizaines de milliers de bénévoles (par exemple, 56.000 bénévoles en Flandre uniquement) qui donnent généreusement de leur temps chaque semaine. Ces bénévoles veillent à ce que les enfants, les jeunes, les adultes, les seniors et les joueurs et joueuses de handifoot de tous horizons aient la possibilité de jouer au football, que ce soit sur le terrain, dans une salle, dans un club de handifoot ou dans le cadre du Walking Football.



La plupart des clubs amateurs dépendent énormément de la contribution de bénévoles pour leurs activités quotidiennes, l'entretien et le coaching. Cependant, trouver des bénévoles est devenu de plus en plus difficile. Selon une enquête récente de

Voetbal Vlaanderen et Deloitte réalisée auprès de 346 clubs amateurs en Flandre, 91 % des clubs amateurs ont besoin de nouveaux bénévoles. Pourtant, 77 % des clubs ont du mal à attirer suffisamment de bénévoles, tandis que seulement 7 % indiquent qu'ils ne sont pas du tout confrontés à ce problème. De nombreux bénévoles ont tendance à abandonner au fil du temps en raison de la faible rémunération et du manque de temps libre. Plus d'un tiers des clubs ont en outre du mal à recruter des arbitres et un quart manquent d'entraîneurs.

La même tendance peut être observée en Wallonie et à Bruxelles. En effet, la plupart des clubs confirment un manque de bénévoles dû à un manque de reconnaissance (en termes de statut juridique et d'indemnisation), y compris une pénurie importante d'arbitres (près de 50 % des équipes premières n'ont pas d'arbitres pour plus de 10 % de leurs matchs). La réduction structurelle du nombre d'arbitres reconnus en Fédération Wallonie-Bruxelles au cours des dernières années résulte également de problèmes sociaux plus larges tels que le racisme, la discrimination et en particulier la violence.

L'introduction du travail flexible dans le secteur sportif belge en janvier 2023 est une solution prometteuse susceptible de répondre à cette baisse du nombre de bénévoles, car elle offre une solution souple et potentiellement rentable permettant de combler les manques d'effectifs dans le bénévolat traditionnel. Cela peut aider les clubs amateurs à accéder à un vivier de talents plus large et à combler les lacunes en matière de compétences tout en offrant une certaine rémunération financière à ceux qui contribuent de leur temps et de leur expertise. Cependant, le recours au travail flexible reste inaccessible à la majorité des fédérations et clubs sportifs du



secteur sportif en raison des limitations strictes de la loi. Actuellement, seuls les secouristes peuvent bénéficier de cette disposition. Par ailleurs, des postes à horaires flexibles entraînent également un coût pour l'organisation, contrairement aux bénévoles, ainsi que des formalités et des tâches administratives supplémentaires.

Depuis janvier 2022, le régime fiscal favorable au travail associatif en Flandre a été réformé pour la troisième fois. Au lieu d'un « contrat de travail associatif », il est possible d'utiliser un contrat de travail standard depuis cette réforme. En vertu de ce contrat de travail, les clubs sportifs sont désormais obligés de souscrire une assurance contre les accidents du travail pour leurs travailleurs associatifs, ce qui entraîne une augmentation notable des responsabilités administratives. Les clubs sportifs militent donc pour une simplification du statut.

85 % des clubs amateurs flamands interrogés par Voetbal Vlaanderen et Deloitte en février 2024 font état d'une augmentation significative de leurs charges administratives au cours des dernières années, environ 61 % d'entre eux déclarant que les charges sont devenues trop lourdes pour le club. L'enquête souligne également que la comptabilité, le versement de la rémunération et la demande de subventions font partie des activités de plus en plus chronophages ces dernières années. En Wallonie et à Bruxelles, la charge administrative est également considérée comme de plus en plus importante pour les clubs (par exemple, sur le plan comptable). Les bénévoles sont découragés et il faut désormais un équivalent temps plein pour gérer administrativement un club. La lourdeur des procédures administratives entrave parfois les demandes de subventions. La diminution des procédures administratives et/ou le soutien en termes de personnel administratif (mise en place de personnel de soutien au niveau de l'ADEPS ou de la commune) doivent être envisagés.

Recommandations de la part du football amateur

Les autorités publiques peuvent jouer un rôle crucial pour le football amateur en mettant en œuvre les recommandations suivantes :

- **Simplifier le statut juridique des coachs, des coordinateurs jeunesse et des bénévoles.** Le nouveau processus d'inscription est compliqué et comporte trop d'exigences, ce qui entraîne une administration supplémentaire et fait que de nombreux bénévoles contournent le processus d'inscription.
- **Revoir le statut juridique des bénévoles.** L'une des raisons identifiées pour expliquer le manque de bénévoles est le manque de reconnaissance (en termes de statut juridique et d'indemnisation) ; le statut des bénévoles doit donc être revu afin de le rendre plus attractif.
- Les autorités régionales pourraient **allouer des fonds à un facilitateur aux fins d'aider les clubs amateurs à gérer leurs responsabilités administratives croissantes**, et ainsi s'attaquer aux problèmes liés à la charge de travail et à la disponibilité des bénévoles.
- **Encourager le recrutement, la formation et le maintien en poste des arbitres.** Trois grands domaines d'intervention peuvent être identifiés :
 - **Augmenter le recrutement des arbitres**, en particulier en améliorant leurs conditions.
 - **Améliorer la formation continue des arbitres**, en particulier par la création de centres de formation locaux, en partenariat avec les clubs existants. Cette intégration d'une formation plus structurée des arbitres au sein des réseaux de clubs nécessiterait néanmoins la mobilisation de ressources, auxquelles les pouvoirs publics pourraient contribuer dans le cadre de leur lutte pour l'éducation, l'inclusion et contre les problèmes sociétaux tels que la violence et les diverses formes de discrimination (race ou genre en particulier).
 - **Accent sur le maintien en poste des arbitres formés.** On constate une augmentation du nombre de départs d'arbitres en cours de saison. Cela pourrait être compensé par un meilleur accompagnement et une meilleure protection des arbitres en activité, notamment en termes d'intégrité physique et de soutien mental ou psychologique.



3. Encourager les investissements dans les infrastructures

Constats

Il est bien connu que le développement de centres sportifs polyvalents ultramodernes peut non seulement donner un boost énorme aux possibilités des clubs, mais aussi ajouter une solide plus-value sociale et économique, comme le montre le rapport annuel sur l'impact socio-économique. La construction de telles infrastructures, y compris les composantes d'accès et de mobilité, peut apporter une valeur ajoutée significative aux quartiers ou aux villes, en revitalisant des zones négligées et en les rendant plus attrayantes. De plus, les installations sportives nouvelles ou rénovées génèrent un effet de curiosité, et par conséquent entraîner une augmentation annuelle estimée du nombre de visiteurs de 10 à 20%⁷. Cela se traduit par une valeur sociale et économique accrue pour les clubs sportifs et la société dans son ensemble.



Ayant porté notre regard vers le Nord et le Sud, nous avons constaté que les gouvernements français et néerlandais soutiennent financièrement les infrastructures des stades, ce qui peut indiquer que ce phénomène se produit dans toute l'Europe. Le niveau de ce soutien financier est important (soit 1,9 milliard



d'euros en France et 225,4 millions d'euros aux Pays-Bas entre 2011 et 2016). Selon une étude d'Investico, le soutien accordé aux clubs néerlandais de première et deuxième divisions du football professionnel concerne presque toutes les communes qui abritent un club professionnel. En outre, les études précédentes suggèrent qu'il ne s'agit pas d'un phénomène isolé, mais qu'il a été observé de manière constante depuis 1996, avec un montant annuel moyen de 40 millions d'euros.

Ces montants englobent à la fois un soutien direct et indirect, tel qu'une aide gouvernementale à la création d'installations sportives polyvalentes grâce à des prix avantageux (par ex. un loyer réduit ou une acquisition de terrains en dessous du prix du marché), des conditions de crédit favorables (par ex. des garanties, des prêts), la fiscalité et des subventions ou encore des investissements.

Aide financière des gouvernements (locaux) néerlandais et français pour les infrastructures de football (2011-2016)¹

Club (NL)	Type d'aide financière	Montant financier
FC Den Bosch	› Renonciation aux loyers impayés › Acquisition d'installations de formation	3,1 MLN EUR
MVV	› Annulation de l'encours de la dette	3,6 MLN EUR
NEC	› Acquisition d'un droit d'achat	2,20 MLN EUR
PSV	› Opération de cession-bail	48,0 MLN EUR
Willem II	› Baisse rétroactive des frais de location	2,4 MLN EUR
ADO	› Financement du stade	37,0 MLN EUR
Ajax	› Financement du stade en échange d'actions	32,0 MLN EUR
AZ Alkmaar	› Acquisition de terrains à un prix inférieur à celui du marché	26,0 MLN EUR
FC Groningen	› Prêt pour des installations de formation	4,9 MLN EUR
FC Utrecht	› Payer les frais d'exploitation du stade	5,7 MLN EUR
FC Twente	› Fourniture d'une garantie	32,0 MLN EUR
Heracles	› Prêt pour nouveau stade	6,0 MLN EUR
RKC	› Acquisition d'un domaine de formation	0,3 MLN EUR
Roda	› Baisse du loyer du stade	0,3 MLN EUR/jaar
Roda	› Fourniture d'une garantie	11,0 MLN EUR
Roda	› Renonciation au loyer impayé	1,1 MLN EUR
Roda	› Payer pour l'exploitation du stade	0,4 MLN EUR/jaar
JC Sparta	› Acquisition de parts dans le stade	6,0 MLN EUR
Totaal		225,4 MLN EUR

Club (FR)	Coût total du stade	Investissement privé	Investissement public
AS Saint-Étienne	69,4 MLN EUR	0 EUR (0%)	69,4 MLN EUR (100%)
OGC Nice	211 MLN EUR	0 EUR (0%)	211 MLN EUR (100%)
Lille Olympique Sporting Club	585 MLN EUR	0 EUR (0%)	585 MLN EUR (100%)
FC Girondins de Bordeaux	221,4 MLN EUR	20 MLN EUR (10%)	201,4 MLN EUR (90%)
Olympique de Marseille	474,8 MLN EUR	0 EUR (0%)	474,8 MLN EUR (100%)
Le Havre AC	154 MLN EUR	4 MLN EUR (2,5%)	150 MLN EUR (97,5%)
Paris Saint-Germain	75 MLN EUR	75 MLN EUR (100%)	0 MLN EUR (0%)
Olympique Lyon	632 MLN EUR	430 MLN EUR (68%)	202 MLN EUR (32%)
Totaal	2,4 MLD EUR	529 MLN EUR (22%)	1,9 MLD EUR (78%)

Remarque : (1) La période 2011-2016 a été choisie à des fins de comparaison, car la plupart des aides accordées ces dernières années l'ont été au cours de cette période, par exemple dans le cadre de l'UEFA Euro 2016 organisé en France

L'Italie, l'Espagne et l'Allemagne ont également accordé des aides d'État à leurs clubs de football. Le décret-loi italien « Salva Calcio » (sauver le football) a permis aux clubs de football italiens de réduire leurs dettes de 1,32 milliard d'euros à 400 millions d'euros. L'Espagne a mis en œuvre des lois autorisant l'allègement de la dette des clubs de La Liga, tandis que l'Allemagne a investi 546 millions d'euros dans les infrastructures des stades. Bien que plusieurs clubs belges aient obtenu le soutien des autorités locales sous la forme de garanties, il est clair que celles-ci sont disproportionnées par rapport au soutien accordé dans les pays susmentionnés. Cela crée des conditions de concurrence inégales pour nos clubs.

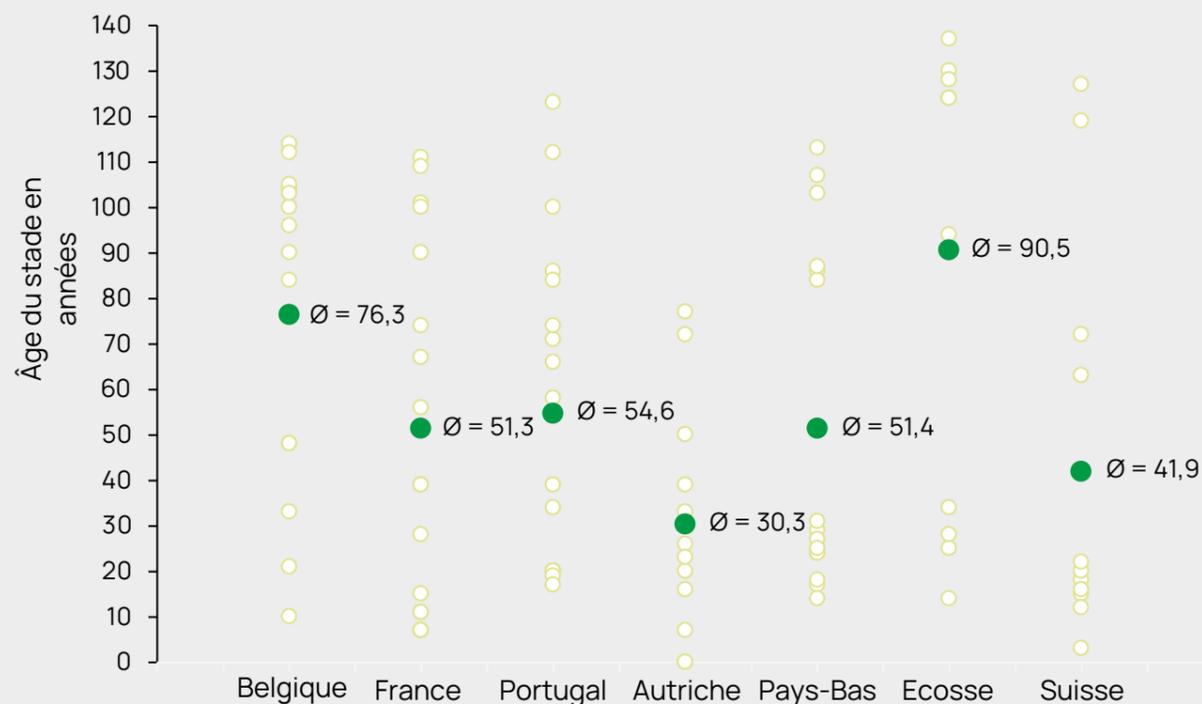
En outre, si l'on compare les clubs belges avec leurs homologues dans d'autres pays (France, Portugal, Autriche, Pays-Bas, Écosse et Suisse) au niveau de l'âge des stades, il devient évident que nos



clubs sont à la traîne, les stades étant en moyenne 30% plus vieux que les stades de cette étude, avec une moyenne de 76,3 ans. Parallèlement à cette vétusté des stades, la Belgique occupe le deuxième rang en matière d'âge moyen dans le cadre des rénovations structurelles des stades.

L'âge des stades de football dans les divisions supérieures [Sur la base de la date d'inauguration des travaux, 2023]

● = âge moyen d'un stade



Il n'est donc pas surprenant que près de 55%⁸ des supporters belges indiquent que nos stades ont besoin d'être améliorés. Cette situation persiste malgré le fait que les clubs de Pro League consacrent collectivement un budget supérieur à 500 millions d'euros au développement ou à la rénovation des installations d'entraînement et des stades.



En Flandre, de nombreux clubs amateurs sont confrontés à des problèmes liés à des infrastructures vétustes. Une enquête auprès des clubs menée dans le cadre de cette étude révèle qu'environ 60% des vestiaires et 68% des cantines ont plus de 20 ans. Par ailleurs, 16% des clubs disposent de vestiaires de plus de 40 ans. En ce qui concerne les cantines, près d'un club sur quatre a une cafétéria de plus de 40 ans. De plus, 70% des clubs amateurs flamands indiquent qu'ils ont besoin d'être agrandis pour accueillir davantage d'enfants. Cet agrandissement est particulièrement nécessaire en matière de vestiaires et de terrains de football.

En Wallonie et à Bruxelles, on observe une tendance similaire. Beaucoup de jeunes et d'adultes font du sport dans des installations vétustes. La qualité des terrains, des vestiaires et des buvettes est inappropriée dans de nombreux clubs. De plus, une enquête menée en 2023 par l'Association des

Établissements Sportifs (AES) et l'Association Interfédérale du Sport Francophone (AISF) montre que 61% des clubs de la Fédération Wallonie-Bruxelles n'ont pas assez de terrains pour répondre à leurs besoins et que 64% des fédérations sportives ne disposent pas d'infrastructures appropriées pour le sport de haut niveau. Le manque d'infrastructures sportives de proximité et accessibles est l'une des priorités identifiées dans cette enquête.

En conclusion, l'insuffisance des aides publiques ainsi que l'état actuel de nos stades montre clairement que les clubs de football belges sont à la traîne en termes d'infrastructures de stade. Pour illustrer cela, il est important de mentionner qu'actuellement la Belgique n'est pas en mesure de répondre aux exigences requises pour accueillir des événements internationaux (par ex. les finales de l'UEFA Europa Conference League, la Coupe UEFA, les Championnats d'Europe U21, la Final Four de la Ligue des Nations, les EURO et les Coupes du Monde, etc.), ce qui nous fait passer à côté d'opportunités vitales pour notre économie et notre société. Il conviendrait de tirer parti de la dynamique offerte par la candidature conjointe de la Belgique, de l'Allemagne et des Pays-Bas pour accueillir la Coupe du Monde Féminine de la FIFA 2027 pour poursuivre les travaux sur les infrastructures des stades belges.



Recommandations de la part du football professionnel

Les autorités publiques peuvent jouer un rôle crucial pour le football professionnel en mettant en œuvre les recommandations suivantes :

- Les autorités publiques (locales) belges peuvent contribuer à la création d'installations sportives polyvalentes par le biais de **mécanismes de garantie** généraux existants (en tirant parti et en adaptant des mécanismes tels que la garantie PMV de Gigarant en Flandre, les garanties de prêt de Finance Brussels ou de Wallonie Entreprendre). En garantissant un financement bancaire en tant que tiers, les autorités publiques ou les municipalités peuvent réduire la charge financière des clubs et assumer le risque pour des infrastructures considérées comme d'intérêt général.
- Les nouvelles infrastructures créent de la valeur pour toutes les parties prenantes et peuvent revitaliser toute une communauté. Les autorités (locales) belges doivent assurer **la promotion et le développement de solutions de mobilité durable** autour et vers les installations sportives polyvalentes en développant de nouvelles connexions de métro ou de chemin de fer, des parkings supplémentaires, des transports publics, etc.



Recommandations de la part du football amateur

Les autorités publiques peuvent jouer un rôle crucial pour le football amateur en mettant en œuvre les recommandations suivantes :

- Les collectivités locales doivent investir en collaboration avec les clubs dans de nouvelles installations sportives, car de nombreux jeunes et adultes pratiquent des sports dans des installations vétustes. Par rapport à nos pays voisins, la qualité de nos terrains, vestiaires et club-houses dans de nombreux clubs est insuffisante. La rénovation des terrains synthétiques, au regard de la directive européenne (SBR) sur les microparticules ou la réorganisation des infrastructures en termes d'accessibilité (parkings, bornes électriques, parkings à vélos sécurisés, etc.) à l'heure du tournant de la mobilité douce doivent constituer un soutien majeur des autorités dans le monde du football amateur.
- Une participation sociale ou sous forme de capital des collectivités locales garantirait une relation à long terme avec le club, préserverait son caractère local et social et créerait une valeur ajoutée socio-économique en encourageant les installations sportives polyvalentes.
- **S'assurer que les clubs amateurs ont l'espace et davantage de ressources pour se développer.** Actuellement, 28,1% des membres en Flandre sont sur des listes d'attente, tandis que les clubs de la Fédération Wallonie-Bruxelles connaissent également des listes d'attente importantes, en particulier à Bruxelles. Les clubs ne peuvent pas accepter de nouveaux membres en raison du manque d'espace et d'une pénurie de bénévoles.

4. Optimiser la procédure et les délais d'obtention des permis

Constats

Le processus réglementaire lié à l'obtention de permis pour tout projet de construction en Belgique est complexe et prend beaucoup de temps, souvent plusieurs années. Cette procédure complexe requiert un engagement auprès de diverses autorités de régulation, le respect d'ensembles divergents d'exigences et de longues périodes d'attente, contribuant ainsi à une augmentation des coûts, à des investissements retardés ou interrompus dans l'économie et à une diminution des recettes fiscales pour le gouvernement.

Théoriquement, la durée moyenne des procédures d'obtention de permis en Belgique est estimée à 212 jours, soit 40% de plus que la moyenne des pays à revenus élevés de l'UE (152 jours). Dans la pratique, cependant, le délai d'attente moyen en Flandre pour obtenir un permis de construire s'élevait à plus de 3 ans et 5 mois en 2021. La situation en Wallonie reflète étroitement celle de la Flandre, avec un processus d'obtention de permis légèrement plus rapide mais des délais de résolution des recours juridiques plus lents, ce qui résulte en une durée moyenne de traitement de 3 ans et 6 mois. À Bruxelles, la durée moyenne d'obtention d'un permis en 2021 était de 2 ans et 7 mois, mais 42% des dossiers faisaient l'objet d'un recours en justice. Par conséquent, la construction même peut commencer en moyenne 5 ans et 2 mois après la demande initiale⁹, certains dossiers (c.-à-d. les grands projets de construction) rencontrant des temps d'attente supérieurs à 11 ans¹⁰.



Délai moyen de traitement des permis de construire

	Flandre	Wallonie	Bruxelles
Permis	22 mois	20 mois	31 mois
% Processus d'appel	39%	28%	42%
Processus d'appel	19 mois	22 mois	31 mois
Total	22 mois	22 mois	22 mois

Impact économique 2021

	Flandre	Wallonie	Bruxelles
M ² en cours de procédure de permis ou d'appel	1,02 mln m ²	0,39 mln m ²	1,3 mln m ²
Impact sur les recettes fiscales	1,2 mld EUR	0,4 mld EUR	1,6 mld EUR

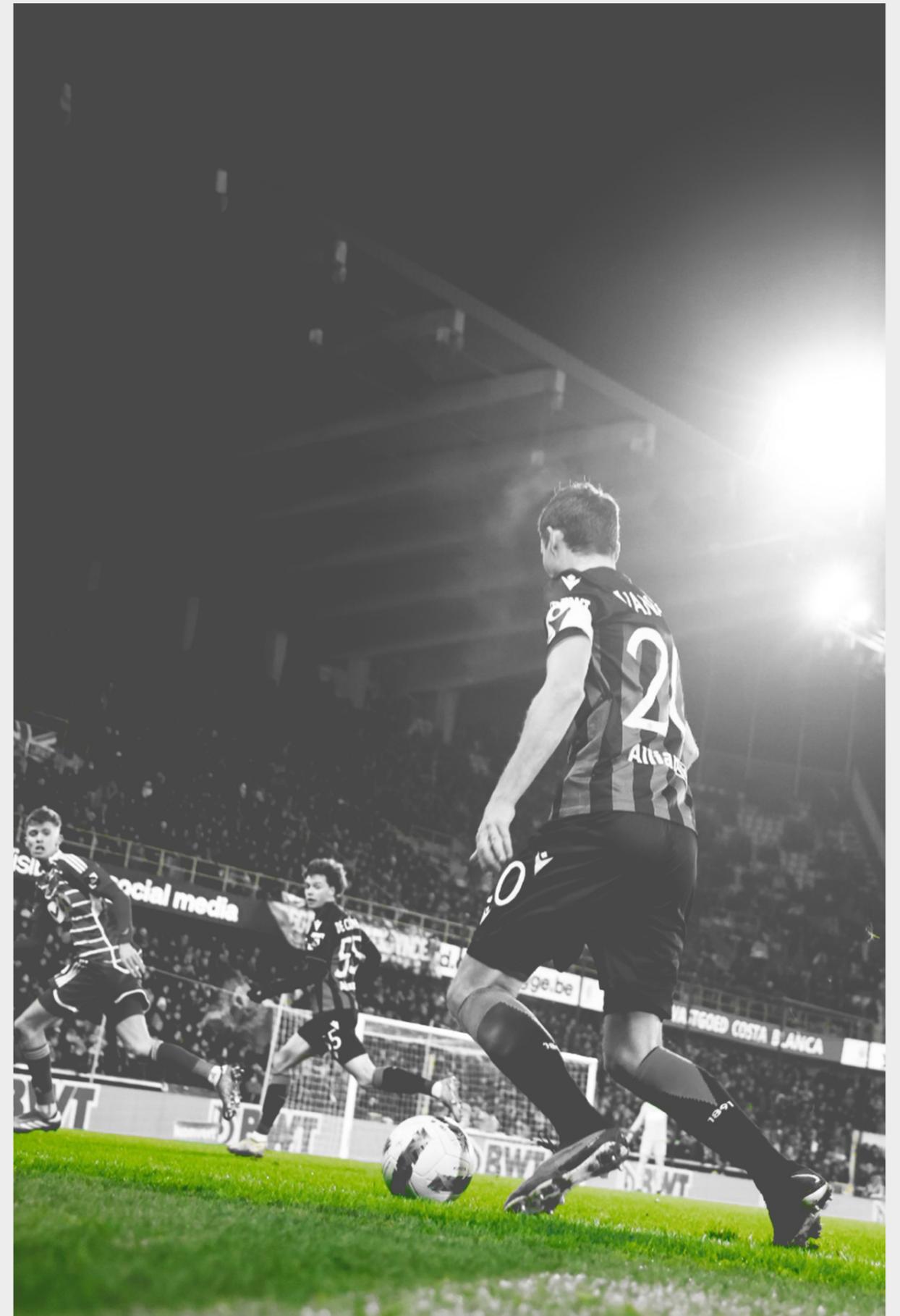
Ces délais d'obtention de permis extrêmement longs ont engendré une perte de recettes fiscales pour le gouvernement estimée à 3,2 milliards d'euros en 2021¹¹, due au manque à gagner des recettes fiscales foncières et des recettes fiscales de l'emploi associées aux activités de construction. Les clubs de la Pro League ont collectivement alloué un budget dépassant les 500 millions d'euros au développement ou à la rénovation des installations d'entraînement et des stades ; cependant, ils sont encore confrontés à des difficultés en raison des longues procédures d'obtention de permis.

Cette procédure d'autorisation complexe et longue crée un désavantage concurrentiel pour la Belgique, exigeant des efforts de collaboration de la part des entités privées et publiques pour parvenir à une solution mutuellement avantageuse.

Recommandations

Par conséquent, les éléments suivants devraient être pris en compte par le gouvernement pour optimiser la procédure et les délais associés à l'obtention de permis (non seulement pour les infrastructures liées au sport mais pour tous les secteurs) :

- Les autorités belges peuvent **simplifier les conditions d'obtention de permis** pour tout dossier soumis, en réduisant l'implication des organismes de contrôle (par ex. le nombre d'organismes concernés) et en permettant une certaine flexibilité dans le processus, par ex. en donnant la possibilité de rectifier toute erreur dans le dossier initial pendant la procédure en cours.
- En communiquant les délais et les exigences (prévus) du processus d'approbation (par ex. par le biais d'un document de bonnes pratiques indiquant les délais prévus et les documents administratifs requis), les autorités belges peuvent garantir que le processus soit **clair et transparent**. Cela permettra aux entités de bien comprendre le délai prévu pour le processus d'approbation, et d'anticiper par là même l'impact potentiel (économique) sur leur activité et éventuellement de réduire les délais d'attente.
- **Augmenter les capacités professionnelles** et le soutien technique des départements désignés (par ex. le Raad voor vergunningsbetwistingen (le Conseil flamand du Contentieux des Permis), le Conseil d'Etat) afin de réduire les délais d'obtention des permis.



5. Renforcer la culture de la sécurité

Constats et recommandations du football amateur

Depuis la pandémie de COVID, le football européen a connu une augmentation des violences et des incivilités liées au football. Une recrudescence des incidents dans les stades a également été observée en Belgique suite au retour des spectateurs sur les gradins. Cette évolution a incité les autorités belges du football, le SPF Intérieur, et les services de l'ordre à lancer un nouveau plan d'action intitulé « Ensemble pour un football sûr », visant à accroître les chances d'être arrêté en cas d'infraction, appliquer et suivre les sanctions plus rapidement et mettre en œuvre une approche uniforme des incidents dans tous les stades. Suite au lancement du plan, la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden a modifié la loi relative à la sécurité lors des matches de football. Bien que le processus se soit déroulé en consultation avec les fédérations du football, la nouvelle loi a laissé passer un certain nombre d'occasions de résoudre les problèmes connus et de permettre aux clubs de traiter les problèmes de sécurité identifiés de manière ciblée et efficace. Les fédérations du football demandent donc qu'une politique de sécurité du football efficace et uniforme soit mise en œuvre au cours de la prochaine législature.

Les stewards

Les pouvoirs actuellement accordés aux clubs en tant qu'organisateur de matches et d'événements de football limitent leur efficacité en matière de sécurité. Cette conclusion est d'autant plus évidente dans la manifestation la plus spécifique de cette politique, notamment le rôle des stewards. En matière de contrôle, d'intervention ou de fouille, les stewards ne disposent pas des outils nécessaires pour exercer le rôle que les clubs attendent d'eux. Nous demandons une modification du cadre juridique, un renforcement du poste et une description détaillée en ce qui concerne leur profil et leur mission. Des changements au droit de contrôle superficiel, associés à une approche davantage fondée sur les risques, sont nécessaires.



Application des interdictions de stade

Les agents de sécurité ont indiqué que leurs pouvoirs limités au regard de la loi ne leur permettent pas de mener une politique efficace lorsqu'il s'agit d'appliquer des interdictions de stade. Les changements récents, tels que la politique de ticketing uniforme, la possibilité légale

pour les stewards et les agents de sécurité d'effectuer des contrôles d'identité et la base de données centralisée des interdictions de stade, constituent des avancées majeures. Cependant, ce potentiel ne peut pas être pleinement exploité en raison des lacunes qui subsistent. Par exemple, la base de données ne répertorie que les noms des personnes bannies et ne contient aucune photo, les listes ne peuvent pas être partagées avec les stewards. La Pro League est favorable à la modification du cadre juridique, autorisant les bases de données à inclure des facteurs d'identification, permettant la mise en place de points de contrôle biométriques et réintroduisant l'option d'obligation de déclaration. Il convient également que les décideurs politiques examinent les possibilités d'interdictions internationales de stades.

Identification dans les tribunes

Bien que la loi impose aux clubs de surveiller l'application du règlement d'ordre intérieur, d'identifier les contrevenants et d'installer un système de vidéosurveillance, la loi ne confère pas aux agents de sécurité des pouvoirs suffisants pour identifier les suspects. Par exemple, ils ne peuvent consulter aucune base de données. Les agents de sécurité doivent s'appuyer sur ce qu'ils savent déjà, sur des informations provenant des réseaux sociaux ou des déclarations de témoins oculaires. Cette façon de travailler est disproportionnée par rapport à la complexité croissante de la sécurité dans le football et la raison pour laquelle nous préconisons une base de données centralisée des caractéristiques d'identification pour faciliter un processus d'identification plus efficace. Les possibilités juridiques devraient également être élargies pour permettre l'utilisation de l'intelligence artificielle dans ce processus. Nous souhaitons également offrir la possibilité aux acteurs de la sécurité privée d'accompagner les clubs dans le processus d'identification.



Sanctions en cas d'infractions

En 2022, la Pro League a fondé la « Chambre nationale des exclusions civiles » en coopération avec l'URBSFA. Cette chambre permet aux clubs d'exclure de manière rapide et uniforme les personnes qui enfreignent le Règlement intérieur des stades de football belges. Cette procédure prend (y compris la procédure de recours) 25 jours. Ce délai contraste fortement avec les procédures d'interdiction administrative ou judiciaire de stade, qui durent en moyenne six mois. Cela signifie que plus l'infraction est grave, plus le délai nécessaire pour que la sanction soit prononcée est long. Et cela suscite un sentiment d'impunité parmi les supporters. Nous insistons donc pour que la durée de ces procédures soit raccourcie et en même temps pour que l'on réfléchisse aux moyens de sanctionner les supporters, par exemple en incluant les infractions liées au football dans la législation SAC (sanctions administratives communales) permettant la perception immédiate des amendes SAC. Nous demandons également que les rapports officiels puissent être partagés avec les agents de sécurité afin de permettre une identification et une sanction plus efficaces des suspects.

Dialogue et uniformité

Dans une enquête menée en 2023 par la Faculté de droit et de criminologie de l'UGent en collaboration avec la Pro League, les responsables sécurité des clubs de football professionnels ont signalé que la Loi Football est appliquée différemment en fonction de la zone de police. Cela amène les supporters à croire que certaines choses sont plus autorisées dans un club que dans un autre, en partie à cause d'une différence dans la manière dont les infractions sont sanctionnées par les services de police. Le système du « combi-car » n'est pas appliqué



de la même manière dans chaque commune. Dans certains cas, il est systématiquement appliqué en tant que mesure organisationnelle, par opposition à sa finalité prévue en tant que mesure de sécurité. Cela engendre des frustrations parmi les supporters et les spectateurs. C'est pour cette raison que nous préconisons une application uniforme de la loi sur l'ensemble du territoire, en fixant légalement les critères de ce qui constitue un match à haut risque et en contrôlant l'application correcte du système de « combi-car ».

Engins pyrotechniques : de la tolérance zéro au risque zéro

Malgré la politique de tolérance zéro concernant l'utilisation d'engins pyrotechniques et l'augmentation des sanctions, les engins pyrotechniques continuent d'être utilisés dans les stades de football belges. Cela est en partie lié aux problèmes mentionnés ci-dessus. Outre le fait qu'elle est intrinsèquement impossible, une politique de tolérance zéro limite la capacité des clubs à conclure des compromis avec leurs supporters, rendant la réduction des risques plus difficile. C'est pourquoi la Pro League propose que la politique de tolérance zéro soit convertie en une politique de risque zéro afin de mettre en œuvre une stratégie réaliste qui prend la sécurité comme point de départ, mais laisse la place à la consultation et à l'interaction entre les clubs et les supporters.



Recommandations du football amateur

Les autorités gouvernementales peuvent jouer un rôle crucial pour le football amateur en prenant en considération les recommandations suivantes :

- **Soutenir davantage (au niveau fédéral et régional) les projets de prévention pertinents sur le plan social.** Les défis présents dans le football reflètent des problèmes sociaux plus larges tels que le racisme, la discrimination, l'inconduite et la violence dans la société. Malgré des politiques actives et un soutien aux clubs, les défis continuent de croître avec par exemple +35,9% de cas de violence introduits en Fédération Wallonie-Bruxelles entre la deuxième partie de la saison 2022-2023 et la première partie de la saison 2023-2024, et une augmentation significative des signalements liés à des actes de racisme et de discrimination entre la saison 2022-2023 et la saison en cours (102 plaintes contre 173). Les ressources sont insuffisantes pour permettre une intervention préventive et un suivi des initiatives relatives à l'inclusion, à l'égalité des chances, à l'intégration et au bien-être (par exemple, le suivi de l'initiative Parents Fair-Play).
- **Mieux cibler le soutien des pouvoirs publics:**
 - Formation et éducation : soutien pour les entraîneurs, éducateurs ou personnel administratif, permettant aux clubs d'investir directement leurs propres ressources dans la formation des jeunes. La fourniture d'équipements ou l'aide pour les stages et/ou de compétitions figurent également parmi les principales demandes de soutien du terrain en matière d'aides publiques.
 - La santé : en particulier, la mise à disposition de matériel de premiers secours, voire d'appareils de soins urgents tels que les DEA (Défibrillateurs Externes Automatisés), la mise à disposition de personnel pour les entretenir, ou encore la mise à disposition de formateurs agréés pour des qualifications telles que le secourisme.

6. Renforcer la compétitivité internationale du football belge

Constats

Le caractère international du sport est démontré par de multiples facteurs, par exemple l'importance croissante des compétitions transfrontalières, l'augmentation du nombre d'investisseurs étrangers, la croissance exponentielle du marché des transferts internationaux et le nombre important de joueurs expatriés dans les différentes ligues à travers le monde.

Dans le ranking UEFA, qui est calculé sur la base des performances des clubs représentant leur pays lors des 5 dernières campagnes de l'UEFA Champions League, de l'UEFA Europa League et de l'UEFA Europa Conference League, la Belgique occupe actuellement la 8ème place. La saison 22/23, avec un total de 14.200 points de coefficient (le coefficient le plus élevé jamais accordé à la Belgique) a fortement contribué au classement actuel et illustre la compétitivité internationale de notre pays, que nous voulons maintenir dans les années à venir.

Les réglementations régissant les transferts internationaux de sportifs professionnels varient considérablement selon les pays, et l'impact de ces réglementations est considérable. Ces réglementations diverses et souvent touffues créent un paysage complexe, rendant certains pays plus ou moins favorables aux transferts internationaux. La réputation de la ligue belge de football ne cesse de croître au niveau international en raison de sa capacité à identifier et à développer les talents. Deux facteurs importants contribuent à la position actuelle de la Belgique sur le marché des transferts internationaux :

Le statut fiscal et social actuel des sportifs professionnels en Belgique

Les éléments clés du régime fiscal actuel applicables à tous les sportifs professionnels en Belgique comprennent i) une exonération de retenue à la source sur les salaires de 75% (sous certaines conditions), ainsi qu'un réinvestissement de 55% des retenues à la source dans l'éducation des jeunes joueurs (c'est-à-dire moins de 23 ans), ii) une réduction groupe cible de 65% applicable sur les cotisations patronales et iii) une déduction sous forme de prime sportive pour les cotisations salariales, s'élevant à une réduction d'environ 60%.

Dans une perspective européenne, nos charges patronales étaient dans la moyenne. En comparant le coût total du travail pour un salaire net similaire entre la Belgique, les Pays-Bas et la France, le coût total du travail dans notre pays était similaire à celui des Pays-Bas mais plus favorable que celui de la France. L'analyse a montré que le multiplicateur total des coûts patronaux était bloqué à 2,06, semblable à celui des Pays-Bas mais inférieur à celui de 2,9 de la France. Avec les seules mesures de soutien direct disponibles pour le football professionnel, nous avons terminé dans la moyenne européenne en termes de coûts salariaux. Si l'on tient compte des autres aides financières directes accordées par les pays concurrents au niveau du football

(infrastructures, annulation de dettes, etc.), nous nous situons en dehors de cette moyenne.

Les nouvelles réformes fiscales dans le football professionnel belge, entrées en vigueur le 1er janvier 2022, ont principalement touché les cotisations sociales et les retenues fiscales des clubs de football, entraînant des coûts récurrents supplémentaires de 28,6 millions d'euros par saison¹². De plus, depuis janvier 2023, les clubs de football sont tenus de verser des indemnités de congé aux footballeurs, ce qui leur coûte environ 7 millions d'euros par saison. Par conséquent, les réformes fiscales des dernières années ont entraîné un coût récurrent total de 35,6 millions d'euros par saison pour tous les clubs de football confondus. Étant donné que ce chiffre inclut uniquement l'impact des réformes fiscales sur les clubs de football mais exclut l'impact sur les joueurs individuels, l'impact annuel global devrait dépasser ce montant. Au cours des cinq prochaines années, le football professionnel paiera près de 200 millions d'euros d'impôts supplémentaires.

Il est donc important de pouvoir compter sur un cadre fiscal et social stable pour maintenir la compétitivité de notre football. Ce cadre encourage l'investissement dans la formation des jeunes joueurs pour le football belge. Pour la saison 2021-2022, 58,1 millions d'euros ont été investis dans la formation des jeunes, ce qui dépasse largement l'obligation légale de 30,5 millions d'euros et souligne l'engagement des clubs dans le développement des jeunes talents.



Recommandation

Les autorités publiques peuvent par conséquent jouer un rôle crucial en tenant compte de la recommandation suivante :

- Maintenir le statut social et fiscal actuel afin de permettre aux clubs de rester compétitifs au niveau international et européen, tout en favorisant les investissements dans les jeunes joueurs, lesquels ont connu une forte croissance au cours des dernières années.

Call to action

03

Un appel à l'action : une concertation structurelle annuelle avec les autorités pour booster le football belge et la société



De la même manière que le football a un impact et aspire à avoir un impact sur tous les niveaux de la société, chaque niveau et domaine politique affecte le football et son écosystème. Les effets des décisions locales, des arrêtés régionaux, de la législation fédérale ou des initiatives européennes se font sentir dans la gestion et le fonctionnement de notre sport et de nos clubs. Les décisions prises dans un domaine politique donné peuvent avoir des conséquences bien plus vastes.

C'est pourquoi la communauté du football appelle à une consultation rassemblant tous les domaines et niveaux de compétence, et prenant la forme d'une conférence interministérielle annuelle. Cette rencontre réunirait des représentants du football et des décideurs politiques dans les domaines du sport, de la finance et de la fiscalité, de la justice, de la sécurité, de l'environnement, de l'égalité des chances, des relations extérieures, etc. et assurerait la concertation, la coordination et le suivi des nombreux aspects du football et de ses points de contact avec les autorités et la société. Les questions au niveau de l'élite ainsi qu'à ceux du football de base et amateur, le développement de la jeunesse, les projets sociaux, le secteur bénévole et associatif au sens large pourraient ainsi être considérés dans une perspective politique large et l'impact des politiques examiné à différents niveaux et dans différents domaines.

De cette manière, l'engagement que nous prenons avec l'ensemble de la communauté du football dans ce document pour développer la collaboration et créer davantage de projets sociaux locaux avec un plus grand impact pourra prendre une forme concrète en accord avec les décideurs politiques. Et le football pourra apporter une contribution positive encore plus grande à la société belge dans son ensemble.

Bibliographie

- 1 « La Commission recommande des mesures pour lutter contre le piratage en ligne des manifestations sportives et autres événements en direct » Commission européenne, 2023
- 2 2021 Rapport IPTV illégale de l'APAA
- 3 DAZN Belgique
- 4 DAZN Belgique
- 5 « Mapping report on national remedies against online piracy of sports content », L'Observatoire européen de l'audiovisuel, 2021
- 6 « Mapping report on national remedies against online piracy of sports content », L'Observatoire européen de l'audiovisuel, 2021
- 7 European Football Statistics
- 8 'Een spits van belastinggeld', Investico, 2016
- 9 Enquête auprès des supporters de Pro League, 2024
- 10 Upsi-BVS jaarverslag, 2021
- 11 « Belgische vastgoedsector wacht soms tien jaar op een bouwvergunning », De Tijd, 2021
- 12 Upsi-BVS jaarverslag, 2021
- 13 Étude de l'impact socio-économique de la Pro League sur l'économie belge, 2023

